



Déclarations et Discours

Nº 85/11

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Déclaration du Très honorable Brian Mulroney, premier ministre, à la Chambre des Communes, Ottawa, le 26 septembre 1985.

Monsieur le président, je prends la parole afin d'informer la Chambre que j'ai parlé aujourd'hui au président des États-Unis pour lui exprimer l'intérêt du Canada de tenter de conclure un nouvel accord commercial entre nos deux pays.

Nous espérons que cette démarche mènera à la tenue de négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord commercial entre le Canada et les États-Unis.

J'ai demandé au président d'explorer avec le Congrès la possibilité d'entamer ces négociations. Les deux parties reconnaissent qu'il s'agit de questions complexes, et les deux sont déterminées à faire avancer le processus le plus rapidement possible.

Le président et moi, nous nous rencontrerons au printemps de 1986 pour faire le point et examiner les perspectives d'un accord.

Mes collègues de la Chambre se souviendront qu'il y a à peu près six mois, à Québec, le président Reagan et moi avons fait une déclaration à l'égard du commerce des biens et services. Nous nous sommes alors engagés à envisager tous les moyens possibles d'éliminer ou de réduire les barrières qui font obstacle aux échanges commerciaux entre nos deux pays. Nous avons chargé le ministre canadien du Commerce extérieur et le délégué commercial du président Reagan de nous faire rapport des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour améliorer le commerce entre nos deux pays. Je déposerai aujourd'hui le rapport que m'a soumis M. Kelleher sur cette question vitale et nous allons, bien sûr, le rendre public.

Le commerce a toujours constitué un élément critique de l'économie canadienne. Actuellement, près du tiers de notre production est exporté. Peu de pays dépendent autant du commerce. Commerce est synonyme d'emploi. Et pourtant, notre part à l'échelle mondiale ne cesse de diminuer. Cette tendance menace les emplois d'un grand nombre de Canadiens et le niveau de vie de toute la nation.

Nous devons nous dresser contre cette menace, et renverser cette tendance. Pour ce faire, nous devons améliorer nos relations commerciales avec les États-Unis en les rendant plus équitables et plus prévisibles. L'enjeu est de taille car plus de deux millions d'emplois canadiens dépendent directement de notre accès au marché américain.

Il y a une cinquantaine d'années, le monde était secoué par la Grande Crise. Les politiques commerciales restrictives ont aggravé la situation.